

Indépendance la spécificité écossaise

En septembre 2014, les Écossais se sont prononcés contre l'indépendance de leur pays. Retour sur un processus sans effet sur les autres nationalismes régionaux.

PAR VINCENT LABORDERIE, DOCTORANT EN SCIENCES POLITIQUES
À L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN (BELGIQUE)



La place de l'Écosse au sein du Royaume-Uni a toujours été particulière depuis la constitution de cet État au début du XVIII^e siècle. Les circonstances de son intégration sont elles-mêmes singulières. En effet, et contrairement à l'image d'Épinal véhiculée par exemple par le film *Braveheart*, celle-ci ne résulte pas d'une défaite militaire. Le premier pas est franchi fortuitement en 1603, lorsque la reine Élisabeth I^{re} meurt sans descendance. La couronne d'Angleterre échoit alors au roi d'Écosse Jacques VI, qui devient également Jacques I^{er}, roi d'Angleterre. Même s'il part s'installer à Londres, les deux pays restent des entités distinctes et le Parlement écossais perdure. L'intégration définitive des deux États advient dans des circonstances encore plus particulières, lorsque la bourgeoisie écossaise finance l'établissement d'une colonie près de l'actuel canal de Panamá. Mais les Espagnols finissent par chasser les Écossais et l'opération vire au fiasco financier : les fonds investis dans cette entreprise représentent un cinquième du PIB écossais de l'époque. La riche Angleterre accepte alors de couvrir ces dettes en échange de la création du Royaume-Uni, qui rassemble les deux pays en 1707.

Cette union se fait sur une base égalitaire. La spécificité écossaise est ainsi préservée par un droit et un enseignement distincts ainsi que par la pérennité de tous les symboles

nationaux. Ce pays a ceci de particulier que personne – pas plus les Écossais unionistes que les Anglais – ne conteste le fait qu'il existe une nation écossaise. L'existence d'un secrétaire d'État aux affaires écossaises (Scottish Office) couplée à la présence de nombreux Écossais dans les hautes sphères de l'État (en particulier dans les colonies) compense le fait que l'Écosse représente moins de 10 % de la population du Royaume-Uni. Les Écossais s'y sentent alors à leur place et à leur avantage.

Le Parlement, un gage pour les indépendantistes

La perte de l'empire constitue une première remise en cause de ce bel ensemble. La situation évolue radicalement avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher. D'abord parce que la politique néolibérale extrêmement dure que mène la Dame de fer touche particulièrement l'Écosse industrielle. Or, dans le même temps, celle-ci continue de voter massivement travailliste. Le discours nationaliste pointant un problème démocratique du fait de l'inadéquation entre le vote écossais et le pouvoir à Londres trouve ici son origine. Il sera répété durant trente-cinq ans.

Le Scottish National Party (SNP) va profiter de ces circonstances pour s'installer durablement dans le paysage politique écossais. C'est loin d'être un parti nouveau, mais

La majorité
silencieuse attachée
au *statu quo*
a voté contre.

son audience demeure anecdotique jusque dans les années 1970, où il rassemble alors jusqu'à 30 % des électeurs. Durant les années 1980, le SNP et une partie de la société civile écossaise portent la demande d'une révision de la place de l'Écosse au sein du Royaume-Uni. Cette demande est entendue par le New Labour (Parti travailliste) de Tony Blair, qui propose la dévolution, soit le transfert de certaines compétences tant à l'Écosse qu'au pays de Galles. Cela suppose la réinstauration d'un parlement, ce qui est chose faite en 1999. L'objectif est alors de calmer les ardeurs indépendantistes en offrant une certaine autonomie. Or c'est tout le contraire qui se produit. En 2007, le SNP devient ainsi le premier parti de la région et prend la direction du gouvernement écossais, ce qui lui donne accès à une légitimité et à des moyens pour développer son projet indépendantiste. Aux élections suivantes, il rassemble plus de 45 % des suffrages et obtient la majorité des sièges au Parlement. Cette situation lui permet d'organiser un référendum le 18 septembre 2014, où le résultat est finalement défavorable aux indépendantistes. Pour autant, le gouvernement écossais y gagne la promesse d'un transfert supplémentaire de compétences, en particulier dans le domaine de la protection sociale et de la fiscalité.

Jeunes « pro » deviennent vieux « anti »

Ces nouvelles concessions suffiront-elles à calmer la demande d'indépendance ? Plus que l'ouverture de Londres, c'est peut-être le résultat final du référendum qui risque de refroidir les ardeurs des indépendantistes. Si peu de sondages donnaient le oui gagnant, le fait que le non dépasse les 55 % a probablement découragé nombre d'entre eux. Tout s'est passé comme si, alors que ceux-ci étaient très sûrs de leur fait et visibles, une majorité silencieuse attachée au *statu quo* s'était manifestée le jour du vote. Néanmoins, plusieurs enquêtes post-électorales ont montré que les jeunes ont voté massivement en faveur de l'indépendance



Manifestation à Londres le 15 septembre 2014. LUCY YOUNG/REX/SIPA

alors que les plus de 65 ans l'ont rejetée à plus de 70 %. Il serait tentant d'en conclure que les indépendantistes doivent juste attendre une ou deux décennies avant que leur option ne devienne majoritaire. Pourtant, rien n'est moins sûr. Au Québec, après la courte défaite du oui (49,4 %) en 1995, les mêmes enquêtes avaient conduit au même résultat et aux mêmes conclusions ; vingt ans plus tard, le mouvement souverainiste connaît une crise majeure et l'indépendance n'est plus du tout à l'ordre du jour.

L'influence du vote écossais sur les autres nationalismes régionaux en Europe est tout aussi incertaine. Certes, l'entreprise a donné des idées aux indépendantistes flamands, catalans, basques, corses et sardes. Mais le résultat final a là aussi refroidi bien des ardeurs. Surtout, le processus qui a mené au référendum a été le fruit d'un accord entre les gouvernements britannique et écossais. Cette situation est on ne peut plus particulière en Europe : on ne voit aujourd'hui aucun État prêt à permettre à une partie de son territoire de déclarer son indépendance. Si le référendum écossais constitue bien un modèle pour les indépendantistes en Europe, le même schéma semble difficilement reproductible. Le refus de l'État espagnol de reconnaître la « consultation » sur l'indépendance tenue par la Catalogne le 9 novembre dernier en constitue le meilleur exemple. ●